

## CIRCULAIRE n° 2024-05 du 1<sup>er</sup> juillet 2024

Direction des Affaires juridiques et Institutionnelles

# Revalorisation au 1<sup>er</sup> juillet 2024 des salaires de référence de l'assurance chômage et des allocations ou parties d'allocations d'un montant fixe

### Objet

Le Conseil d'administration de l'Unédic, réuni le 27 juin 2024, a décidé de revaloriser de **1,20 %** les salaires de référence servant au calcul de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) ; cette revalorisation porte sur les salaires de référence intégralement composés de sommes afférentes à des périodes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a porté, **à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024** :

- ▶ la partie fixe de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) à **13,11 euros**,
- ▶ l'allocation minimale (hors annexes VIII et X) à **31,97 euros**,
- ▶ l'allocation minimale versée aux demandeurs d'emploi en formation à **22,88 euros**,
- ▶ le montant plancher de l'alinéa 2 du §1<sup>er</sup> de l'article 17 bis du règlement d'assurance chômage relatif à l'application du coefficient de dégressivité, à **64,48 euros**,
- ▶ le montant d'allocation journalière de l'alinéa 3 du §1<sup>er</sup> de l'article 17 bis du règlement d'assurance chômage relatif à l'application du coefficient de dégressivité, à **92,11 euros**.

## CIRCULAIRE n° 2024-05 du 1<sup>er</sup> juillet 2024

Direction des Affaires juridiques et institutionnelles

### Revalorisation au 1<sup>er</sup> juillet 2024 des salaires de référence et des allocations d'assurance chômage

En application :

- ▶ de l'article 20 du règlement d'assurance chômage annexé au décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage ;
- ▶ de l'article 20 du règlement général annexé à la Convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage ;
- ▶ de l'article 20 du règlement général annexé à la Convention du 14 mai 2014 relative à l'indemnisation du chômage ;
- ▶ de l'article 20 du règlement général annexé à la Convention du 6 mai 2011 relative à l'indemnisation du chômage ;
- ▶ de l'article 20 du règlement général annexé à la Convention du 19 février 2009 relative à l'indemnisation du chômage ;
- ▶ de l'article 28 du règlement annexé à la Convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage ;
- ▶ de l'article 28 du règlement annexé à celles du 1<sup>er</sup> janvier 2004 et du 1<sup>er</sup> janvier 2001 ;
- ▶ de l'article 20 des annexes VIII et X au règlement d'assurance chômage annexé au décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage,

le Conseil d'administration de l'Unédic, réuni le 27 juin 2024, a retenu, conformément à la décision jointe, que le salaire de référence serait revalorisé de **1,20 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024**.

Cette décision de revalorisation s'applique aux allocataires dont le salaire de référence est intégralement constitué des rémunérations anciennes d'au moins 6 mois, soit antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

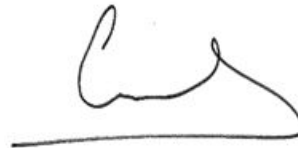
De plus, le Conseil d'administration de l'Unédic a retenu, conformément à la décision jointe, que la partie fixe de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE), l'allocation minimale et le seuil minimum de l'ARE pour les bénéficiaires en formation seraient revalorisés de **1,20 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024**.

Le Conseil d'administration a porté :

- ▶ la partie fixe de l'ARE à **13,11 euros**,
- ▶ l'allocation minimale (hors annexes VIII et X) à **31,97 euros**,
- ▶ le seuil minimal de l'ARE versée au demandeur d'emploi en formation, à **22,88 euros**,
- ▶ le montant plancher de l'alinéa 2 du §1<sup>er</sup> de l'article 17 bis du règlement d'assurance chômage relatif à l'application du coefficient de dégressivité, à **64,48 euros**,
- ▶ le montant d'allocation journalière de l'alinéa 3 du §1<sup>er</sup> de l'article 17 bis du règlement d'assurance chômage relatif à l'application du coefficient de dégressivité, **92,11 euros**.

La revalorisation s'applique aux allocations servies en métropole, dans les départements d'outre-mer, dans les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy ainsi qu'à Saint-Pierre et Miquelon.

Christophe VALENTIE



Directeur général

Pièce jointe :

► Décision du Conseil d'administration de l'Unédic du 27 juin 2024

Pièce jointe n° 1



**Décision du Conseil d'administration de l'Unédic  
du 27 juin 2024**

# Décision

## Revalorisation des allocations

Conseil d'administration du 27 juin 2024

L'article 20 du règlement d'assurance chômage annexé au décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage, l'article 20 du règlement général annexé à la convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage, l'article 20 du règlement général annexé à la convention du 14 mai 2014 relative à l'indemnisation du chômage, l'article 20 du règlement général annexé à la convention du 6 mai 2011 relative à l'indemnisation du chômage, l'article 20 du règlement général annexé à la convention du 19 février 2009 relative à l'indemnisation du chômage, l'article 28 du règlement général annexé à la convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage, l'article 28 du règlement général annexé à celle du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'article 20 des annexes VIII et X au règlement d'assurance chômage annexé au décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage, prévoient que le Conseil d'administration de l'Unédic procède une fois par an à la revalorisation :

- du salaire de référence des allocataires dont le salaire de référence est intégralement constitué par des rémunérations anciennes d'au moins six mois ;
- de toute les allocations ou parties d'allocations d'un montant fixe ;
- du plancher de l'alinéa 2 du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 17bis du règlement d'assurance chômage relatif à l'application du coefficient de dégressivité ;
- du montant d'allocation journalière de l'alinéa 3 du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 17bis du règlement d'assurance chômage relatif à l'application du coefficient de dégressivité.

### Le Conseil d'administration décide :

#### Article 1<sup>er</sup>

Le salaire de référence des allocataires dont les rémunérations qui le composent sont intégralement afférentes à des périodes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2024 est revalorisé de :

- 1,2 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024.

#### Article 2

A compter de la même date :

- le montant de la partie fixe de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) est porté à 13,11 euros ;
- le montant de l'allocation minimale (hors annexes VIII et X) est porté à 31,97 euros ;
- le seuil minimum de l'allocation d'aide au retour à l'emploi pour les allocataires effectuant une formation est porté à 22,88 euros ;
- le plancher de l'alinéa 2 du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 17bis du règlement d'assurance chômage relatif à l'application du coefficient de dégressivité, est porté à 64,48 euros ;

- le montant d'allocation journalière de l'alinéa 3 du 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 17bis du règlement d'assurance chômage relatif à l'application du coefficient de dégressivité, est porté à 92,11 euros.

Fait à Paris, le 27 juin 2024

Pour le Conseil d'administration de l'Unédic

Le Président,



Jean-Eudes TESSON

La Vice-présidente,



Patricia FERRAND